



Le mardi 15 mai 2018, s'est tenue au siège de la Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Paris une soirée organisée par le Carrefour des acteurs sociaux (CAS) sur le thème « **Panorama de la Francophonie : des projets structurants** ».

Une cinquantaine de personnes s'étaient rassemblées dans le beau théâtre de la Délégation parmi lesquelles on pouvait notamment remarquer M. l'Ambassadeur Albert Salon, Président d'Avenir de la langue française et du Forum francophone international-France et M. le Professeur Claude Hagège, célèbre linguiste.

Dans son mot d'accueil, **Fabienne Reuter**, Déléguée générale Wallonie-Bruxelles, s'est réjouie d'abriter cette manifestation consacrée à la langue française, en soulignant l'importance de celle-ci dans l'Europe et dans la relation de cette dernière avec l'Afrique.

En introduction, **Catherine Distinguin**, vice-présidente d'Avenir de la langue française et directrice du Pôle « Francophonie » du CAS, tout en saluant les initiatives du Président de la République en faveur de la promotion du français, a néanmoins souligné les menaces qui pèsent sur notre langue.

Appelé à présenter la manifestation, **Joël Broquet**, président délégué du CAS, a indiqué que les cinq sujets abordés au cours de la soirée ont été choisis au regard de leur caractère structurant.



Dans sa communication, **Cheryl Toman**, universitaire américaine et présidente de la Biennale de la langue française, a présenté cette organisation née à Paris en 1963 pour soutenir, en particulier, les professeurs de français et les institutions visant à maintenir les qualités et l'unité de la langue française à travers le Monde. 27 Biennales ont déjà eu lieu sur tous les continents, la dernière à Paris en septembre dernier, et la prochaine se tiendra à Chicago en 2019.

**Jacques Legendre**, ancien ministre et sénateur honoraire, a fait part, de son côté, de la mission qui lui a été confiée par le Président du Sénat visant à mettre en place une initiative franco-africaine pour la jeunesse. Partant du constat que, chaque année, sur les 9 500 volontaires en entreprise ou en administration, seuls 700 partent en Afrique, l'initiative a pour but d'augmenter cette proportion en

mettant en place une structure s'apparentant aux offices franco-allemand et franco-québécois pour la jeunesse. L'objectif est de multiplier les échanges dans les deux sens, en simplifiant les procédures et en valorisant l'expérience acquise dans ce cadre par les jeunes, et d'y associer les autres pays européens ainsi que ceux de l'Afrique non francophone.



**Yves Montenay**, économiste et démographe a, quant à lui, centré son propos sur la problématique de la confrontation de la langue française avec les langues locales en Afrique. En effet, dans les États francophones d'Afrique, le français n'est jamais parlé par l'ensemble de la population : soit il est en concurrence avec une langue nationale soit il s'ajoute à de nombreux dialectes locaux. Dans tous les cas, le français est souvent la langue de l'administration et des échanges culturels, avec un usage plus urbain que rural. Pour ne pas risquer d'être perçu comme une langue « coloniale », le français doit d'abord s'avérer utile et trouver sa juste place dans ce contexte de plurilinguisme.

Trouver sa juste place, c'est aussi le défi que le français doit relever en Europe, comme l'a montré **Christian Tremblay**, président de l'Observatoire européen du plurilinguisme (OEP). Alors qu'elle était dominante au début de la construction européenne en 1950, la langue française a perdu progressivement du terrain au fur et à mesure des différents élargissements, en particulier lors de l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale qui, intégrant au même moment l'OTAN, ont fait le choix de l'anglais. Aujourd'hui, 83 % des textes produits par l'Union européenne le sont en anglais au point de devenir quasiment la seule langue de travail de l'Union. Il s'agit d'un paradoxe au moment où la Grande-Bretagne s'apprête à sortir de l'Europe et que l'Irlande demande à renforcer le statut de la langue gaélique. C'est aussi une chance que la France et les défenseurs de la langue française doivent saisir pour rétablir la place de celle-ci.



Enfin, **Gérard Pelletier**, chef d'entreprise franco-québécois, a clos la soirée en venant présenter le projet Datafranca. Celui-ci a pour but de créer un lexique francophone de l'intelligence artificielle dont les trois mille termes existants le sont aujourd'hui en anglais. Plus qu'une simple traduction, il s'agit de concevoir des termes et des expressions aptes à décrire en français une réalité nouvelle en pleine expansion.



Après un débat avec la salle, la soirée s'est achevée par un buffet au cours duquel intervenants et participants ont pu poursuivre leurs échanges souvent passionnés.

**Patrice VERMEULEN**  
Secrétaire général du CAS